

JUGEMENT
N° 121/19/CACC/TCC
du 18 DECEMBRE 2019

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET
DU CONTENTIEUX

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2019/861

Caisse Locale de
Crédit Agricole Mutuel
(CLCAM)
C/

-AMOULE Augustin
Mathieu

-Mutualité Chrétienne

OBJET : Paiement

PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU
JUGES CONSULAIRES : François AKOUTA et Eric ASSOGBA
MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU
GREFFIER : Hervé ADOUKONOU
DEBATS : Le 06 novembre 2019
Jugement par défaut, en matière commerciale, et en dernier
ressort, prononcé le 18 Décembre 2019.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERRESSE :

Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel (CLCAM), ayant
son siège à Calavi-Sèmè, Commune d'Abomey-Calavi, BP 178,
affiliée à la Faitière des Caisses d'Epargne de Crédit Agricole
Mutuel du Bénin (FECECAM-BENIN, agissant aux poursuites et
diligence de son Directeur, Monsieur APOVO Damien T.,
demeurant et domicilié à son adresse ;

D'UNE PART

DEFENDEURS :

-AMOULE Augustin Mathieu M., Chef du Service
Administration et Ressources Humaines de la Mutualité
Chrétienne, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à
Togoudo dans la Commune d'Abomey-Calavi ;

-Mutualité Chrétienne, Institution Mutualiste d'Epargne et de
Crédit, ayant son siège sis à Godomey dans la Commune
d'Abomey-Calavi ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Suivant contrat en date du 13 février 2018, la Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuelle (CLCAM) d'Abomey-calavi a accordé à AMOULE Augustin Mathieu M. un prêt de deux millions cent quarante-trois mille (2.143.000) FCFA dont le paiement a été domicilié à la Mutualité Chrétienne, son employeur ;

Par suite de la défaillance de AMOULE Augustin Mathieu M., la CLCAM lui a adressé une sommation de payer par exploit du 21 juin 2019, en lui réclamant la somme de deux millions trois cent soixante-huit (2.000.368) FCFA, sans succès ;

Par exploit en date du 25 octobre 2019, la CLCAM a attiré AMOULE Augustin Mathieu M. et la Mutualité Chrétienne devant le tribunal de commerce de Cotonou ;

Elle sollicite la condamnation de AMOULE Augustin Mathieu M. au paiement, d'une part, de la somme réclamée, d'autre part d'un million neuf cent mille (1.900.000) FCFA à titre de dommages-intérêts ;

Elle demande en outre, au tribunal, d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

AMOULE Augustin Mathieu M. n'a pas été touché en personne par l'assignation ;

La présente décision sera par défaut à son égard ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi ;

Attendu que l'article 28 alinéa 1^{er} de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits* » ;

Attendu que la CLCAM a versé au dossier le contrat de prêt, le tableau d'amortissement ainsi que divers actes relatifs aux échanges entre elle et la Mutualité Chrétienne au sujet de l'exécution de la domiciliation de paiement, qui établissent que AMOULE Augustin Mathieu M. lui est redevable de la somme de deux millions trois cent soixante-huit mille (2.000.368) FCFA ;

Que dès lors, il convient de condamner AMOULE Augustin Mathieu M. au paiement de cette somme en principal, outre les intérêts et frais ;

Attendu, par ailleurs, que *dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts au taux légal ; le créancier auquel son débiteur en retard a causé un préjudice indépendant de ce retard, peut obtenir des dommages et intérêts distincts des intérêts moratoires de la créance, sauf en rapporter la preuve* ;

Qu'il n'y a lieu à dommages-intérêts, qu'en cas de démonstration d'un préjudice distinct du retard de paiement ;

Attendu qu'en l'espèce, la CLCAM ne justifie pas l'existence de tels préjudices qu'elle se contente simplement d'affirmer ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

Attendu, s'agissant de la demande aux fins d'exécution provisoire sur minute, il y a lieu de relever que l'intérêt du présent litige est inférieur au taux du ressort en matière commerciale qui est de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en application de l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, de sorte que la présente décision est rendue en dernier ressort et emporte exécution forcée ;

Que la demande d'exécution provisoire est donc superfétatoire ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut à l'égard de AMOULE Augustin Mathieu M., en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit la Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuelle (CLCAM) d'Abomey-calavi en son action et déclare bien fondée sa demande en paiement ;

Condamne AMOULE Augustin Mathieu M. à lui payer la somme de deux millions trois cent soixante-huit (2.000.368) FCFA en principal ;

Déboute la Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuelle (CLCAM d'Abomey-calavi du surplus de ses demandes ;

Condamne AMOULE Augustin Mathieu M. aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT